

# Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Verchères \_\_\_\_\_

Code géographique : 59025 \_\_\_\_\_

Type d'organisme municipal : Municipalité locale \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Luc Forcier, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de Verchères pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.  
(Nom de l'organisme)

Signature

Date

2020-07-06

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
 <b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
 Notes complémentaires aux états financiers consolidés	 9
 <b>Renseignements complémentaires consolidés</b>	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
 <b>Renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil de la Municipalité de Verchères

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Verchères (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Verchères au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Verchères inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S-14, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

.nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

 S.E.N.C.R.L.

Par Robert Arbour CPA, auditeur CA

Montréal le 6 juillet 2020

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations	
		2019	2018
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	7 332 022	7 203 410
Compensations tenant lieu de taxes	2	43 283	44 316
Quotes-parts	3		
Transferts	4	3 882 114	743 824
Services rendus	5	393 256	358 234
Imposition de droits	6	312 594	458 209
Amendes et pénalités	7	184 325	176 366
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	89 709	93 548
Autres revenus	10	264 683	70 282
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	12 501 986	9 148 189
<b>Charges</b>			
Administration générale	14	1 110 159	1 032 675
Sécurité publique	15	1 693 415	1 593 607
Transport	16	1 424 254	1 421 653
Hygiène du milieu	17	2 581 533	2 459 399
Santé et bien-être	18	72 483	58 177
Aménagement, urbanisme et développement	19	385 372	359 247
Loisirs et culture	20	1 646 014	1 602 578
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	245 273	271 593
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	9 158 503	8 798 929
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	3 343 483	349 260
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	25 665 290	25 316 030
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		
Solde redressé	28	25 665 290	25 316 030
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29	29 008 773	25 665 290

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 600 437	3 210 194
Débiteurs (note 5)	2	8 891 102	5 946 084
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	11 491 539	9 156 278
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	4 144 860	3 850 814
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	619 470	1 099 154
Revenus reportés (note 12)	12	414 512	473 875
Dette à long terme (note 13)	13	8 332 228	8 990 114
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	113 029	107 080
	15	13 624 099	14 521 037
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(2 132 560)</b>	<b>(5 364 759)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	31 048 564	30 939 093
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	84 426	82 784
Autres actifs non financiers (note 17)	20	8 343	8 172
	21	31 141 333	31 030 049
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<b>29 008 773</b>	<b>25 665 290</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations	
		2019	2018
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	3 343 483	349 260
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	( 1 756 258 )	( 5 721 585 )
Produit de cession	3	1 809	1 159
Amortissement	4	1 646 600	1 489 359
(Gain) perte sur cession	5	(1 622)	(1 044)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(109 471)	(4 232 111)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(1 642)	(13 530)
Variation des autres actifs non financiers	10	(171)	257
	11	(1 813)	(13 273)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	3 232 199	(3 896 124)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(5 364 759)	(1 468 635)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(5 364 759)	(1 468 635)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19	(2 132 560)	(5 364 759)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 343 483	349 260
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 646 600	1 489 359
Autres			
- Affectation de l'exercice	3	(1 622)	(1 044)
-	4		
	5	4 988 461	1 837 575
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 945 018)	152 611
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(479 684)	319 626
Revenus reportés	9	(59 363)	(81 308)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	5 949	(1 267)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(1 642)	(13 530)
Autres actifs non financiers	13	(171)	257
	14	1 508 532	2 213 964
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 1 756 258 )	( 5 721 585 )
Produit de cession	16	1 809	1 159
	17	(1 754 449)	(5 720 426)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22		
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	243 020	1 129 398
Remboursement de la dette à long terme	24	( 914 946 )	( 1 795 153 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	294 046	3 850 814
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	14 040	24 068
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(363 840)	3 209 127
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	(609 757)	(297 335)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	3 210 194	3 507 529
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	3 210 194	3 507 529
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	2 600 437	3 210 194

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Verchères est constituée en vertu du Code Municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil regroupant 6 conseillers et un maire.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté à la page S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2, S-23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

##### a) Périmètre comptable

S.O.

##### b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

La municipalité participe au partenariat suivant :

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent. (consolidation ligne par ligne)  
(2,945%)

#### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

##### Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**C) Actifs**

S.O.

**a) Actifs financiers****Trésorerie et équivalent de trésorerie**

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**b) Actifs non financiers****Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

**Immobilisations**

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans

Bâtiments: 40 ans

Véhicules: 5, 10, 15 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement: 10, 15 et 20 ans

Amélioration locatives : période de 10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

**Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

**E) Revenus**

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur ;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les transferts (subvention) en provenance des gouvernements sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****F) Avantages sociaux futurs****Régimes retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les crédateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**Provenant de consolidation régie de police Richelieu Saint-Laurent**

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées:**

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- Pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette ;
- Avantages sociaux futurs :
  - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
  - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
  - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010 .

**H) Instruments financiers**

S.O.

**I) Autres éléments**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant des excédents affectés ou non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliations à des fins fiscales.

**OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

La ville est apparentée avec tous les organismes décrits dans la section Périmètre comptable et partenariat, qui se trouve dans les principales méthodes comptables. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi que les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont les membres du conseil, ainsi que le directeur général de la ville.

La ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre la ville et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquels ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 2 600 437	3 210 194
Découvert bancaire	2 ( ) ( )	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 2 600 437</b>	<b>3 210 194</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 1 078 192	906 872
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11 180 888	169 378
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 6 975 668	5 158 265
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 1 078 776	191 753
Organismes municipaux	15 122 159	92 981
Autres		
- Amendes et droits de mutation	16 194 519	224 283
- Divers	17 339 092	109 424
	18 8 891 102	5 946 084
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 3 711 349	3 711 281
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 3 711 349	3 711 281
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 11 298	59 297
<b>Note</b>		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>7. Placements de portefeuille</b>		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	<u>32</u>	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

**Note****8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(113 029)	(107 080)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(113 029)</u>	<u>(107 080)</u>

**Charge de l'exercice**

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	106 049	102 633
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	65 205	60 612
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	260	292
	43	<u>171 514</u>	<u>163 537</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	<u>46</u>	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**10. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit opérationnel d'un montant de 500 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel. Le solde est de 0\$ au 31 décembre 2019.

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit pour les travaux des règlements 536-2018 et 537-2018, d'un montant de 4 144 860 \$ portant intérêt au taux préférentiel. Le solde est de 4 144 860 \$ au 31 décembre 2019

**11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	257 036	662 510
Salaires et avantages sociaux	48	173 543	167 141
Dépôts et retenues de garantie	49	33 294	70 326
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus	53	75 597	79 177
- Solde de prix de vente	54	80 000	120 000
-	55		
-	56		
-	57		
	58	619 470	1 099 154

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	6 187	6 059
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	57 023	49 884
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
-	68		
- Ballet Jazz	69	31 363	19 921
-	70		
- Transfert	71	319 939	398 011
	72	414 512	473 875

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
		<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,41	5,50	2020	2038	73	8 303 400	8 976 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		442
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,65	3,90	2020	2023	79	28 828	27 512
Autres					80		
					81	8 332 228	9 004 154
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( )	( 14 040 )
					83	8 332 228	8 990 114

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2019</b>			
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>				
2020	84	92	594 360	100	12 977	109	117	607 337
2021	85	93	612 160	101	10 645	110	118	622 805
2022	86	94	630 560	102	5 136	111	119	635 696
2023	87	95	622 660	103	70	112	120	622 730
2024	88	96	620 250	104		113	121	620 250
2025 et +	89	97	5 223 410	105		114	122	5 223 410
	90	98	8 303 400	106	28 828	115	123	8 332 228
Intérêts et frais accessoires				107	( )		124	( )
	91	99	8 303 400	108	28 828	116	125	8 332 228

**Note**

**14. Actifs financiers nets (dette nette)**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(2 132 560)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )
Autres	128	(163 809)
	129	(2 132 560)
		(5 364 759)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	130	11 458 058	158		185		212	11 458 058
Eaux usées	131	22 763 221	159	673 297	186	169 956	213	23 266 562
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	10 765 512	160	880 803	187		214	11 646 315
Autres	133	2 456 771	161		188	25 013	215	2 431 758
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	4 915 428	163	36 188	190		217	4 951 616
Améliorations locatives	136	33 144	164	223	191		218	33 367
Véhicules	137	1 618 271	165	65 157	192	26 797	219	1 656 631
Ameublement et équipement de bureau	138	434 447	166	52 427	193		220	486 874
Machinerie, outillage et équipement divers	139	571 859	167	46 184	194	26	221	618 017
Terrains	140	1 032 424	168	1 979	195		222	1 034 403
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>56 049 135</u>	170	<u>1 756 258</u>	197	<u>221 792</u>	224	<u>57 583 601</u>
Immobilisations en cours	143		171		198		225	
	144	<u>56 049 135</u>	172	<u>1 756 258</u>	199	<u>221 792</u>	226	<u>57 583 601</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	145	5 253 991	173	319 477	200		227	5 573 468
Eaux usées	146	11 048 294	174	747 784	201	194 969	228	11 601 109
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	3 944 991	175	331 647	202		229	4 276 638
Autres	148	1 083 058	176	7 172	203		230	1 090 230
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 982 340	178	139 676	205		232	2 122 016
Améliorations locatives	151	32 473	179	135	206		233	32 608
Véhicules	152	912 242	180	46 327	207	26 610	234	931 959
Ameublement et équipement de bureau	153	397 893	181	22 564	208		235	420 457
Machinerie, outillage et équipement divers	154	454 760	182	31 818	209	26	236	486 552
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>25 110 042</u>	184	<u>1 646 600</u>	211	<u>221 605</u>	238	<u>26 535 037</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	157	<u>30 939 093</u>					239	<u>31 048 564</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	107 832	243	24 834	245	26 797	247	105 869
Amortissement cumulé	241	( 68 182 )	244	( 18 780 )	246	( 26 610 )	248	( 60 352 )
Valeur comptable nette	242	<u>39 650</u>					249	<u>45 517</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
<b>Note</b>		
<b>17. Autres actifs non financiers</b>		
Frais payés d'avance		
- Assurance ; École de police	256	8 343
-	257	8 172
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	8 343
		8 172
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**18. Obligations contractuelles****Consolidation Régie de police Richelieu-Saint-Laurent**

En vertu de divers contrats, la Régie s'est engagée pour les 5 prochains exercices pour une somme globale de 1 555 226\$. Pour pourvoir à ces engagements, la régie devra prévoir pour les 4 prochains exercices financiers les sommes suivantes:

Location d'équipement: 54 115\$ en 2020, 57 622\$ en 2021, 55 649\$ en 2022 et 27 140\$ en 2023

Location d'immeuble: 658 988\$ en 2020, 350 856 en 2021 et 350 856\$ en 2022.

La quote-part de la municipalité de Verchères dans ces engagements s'élève à 2,945%.

**19. Droits contractuels**

S.O.

**20. Passifs éventuels**

S.O.

**a) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
262			

N.A.

**b) Auto-assurance****Provenant de la consolidation de la Régie de police Richelieu-Saint-Laurent**

La régie assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément à l'Assurance emploi pour les employés cadres.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,945%.

**c) Poursuites****Poursuite de la RIPRSL**

Au cours de l'exercice, la Régie a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La Régie fait l'objet de deux réclamations totalisant 495 000 \$ qui ont été intentées par deux citoyens suite à deux incidents survenus sur son territoire. Les audiences pour chacun de ces dossiers sont présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et les montants que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

et tout règlement concernant ces poursuites sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,945%.

**d) Autres**

**ENVIRONNEMENT**

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

**21. Actifs éventuels**

S.O.

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**23. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

**24. Instruments financiers**

S.O.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Réalisations 2018</b>	<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>			
		<b>Administration municipale</b>	<b>Administration municipale</b>	<b>Administration municipale</b>	<b>Ventilation de l'amortissement</b>	<b>Organismes contrôlés et partenariats</b>	<b>Total consolidé<sup>1</sup></b>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	7 203 410	7 229 900	7 332 022			7 332 022
Compensations tenant lieu de taxes	2	44 316	42 200	43 283			43 283
Quotes-parts	3					1 010 442	
Transferts	4	245 248	164 400	377 763			377 763
Services rendus	5	326 783	271 500	358 481		64 731	393 256
Imposition de droits	6	458 209	348 000	312 594			312 594
Amendes et pénalités	7	17 868	18 000	23 201		161 124	184 325
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	85 490	65 000	79 294		10 415	89 709
Autres revenus	10	68 650	34 000	262 287		2 396	264 683
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	8 449 974	8 173 000	8 788 925		1 249 108	8 997 635
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	498 576		3 504 351			3 504 351
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	498 576		3 504 351			3 504 351
	21	8 948 550	8 173 000	12 293 276		1 249 108	12 501 986
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	976 122	1 198 900	1 044 953	65 206		1 110 159
Sécurité publique	23	1 366 252	1 542 780	1 444 859	96 450	1 192 504	1 693 415
Transport	24	1 109 021	1 397 100	1 019 489	404 765		1 424 254
Hygiène du milieu	25	1 615 680	2 570 630	1 690 440	891 093		2 581 533
Santé et bien-être	26	58 177	94 800	72 483			72 483
Aménagement, urbanisme et développement	27	357 802	407 910	383 927	1 445		385 372
Loisirs et culture	28	1 446 894	1 737 160	1 487 116	158 898		1 646 014
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	257 909	228 220	228 653		16 620	245 273
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	1 463 820		1 617 857	( 1 617 857 )		
	33	8 651 677	9 177 500	8 989 777		1 209 124	9 158 503
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	296 873	(1 004 500)	3 303 499		39 984	3 343 483

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019	Total consolidé <sup>1</sup>	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats		
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	296 873	(1 004 500)	3 303 499	39 984	3 343 483
Moins: revenus d'investissement	2	( 498 576 )	( )	( 3 504 351 )	( )	( 3 504 351 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(201 703)	(1 004 500)	(200 852)	39 984	(160 868)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Amortissement	4	1 463 820		1 617 857	28 743	1 646 600
Produit de cession	5		1 459 500		1 809	1 809
(Gain) perte sur cession	6				(1 622)	(1 622)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 463 820	1 459 500	1 617 857	28 930	1 646 787
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	( 361 563 )	( 375 190 )	( 445 837 )	( 14 163 )	( 460 000 )
	18	(361 563)	(375 190)	(445 837)	(14 163)	(460 000)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 698 862 )	( 982 000 )	( 675 705 )	( 28 )	( 675 733 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		730 000	74 800		74 800
Excédent de fonctionnement affecté	21	495 081	(59 900)	390 000	17 670	407 670
Réserves financières et fonds réservés	22	(93 910)	232 090	(77 910)	(12 787)	(90 697)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	24 068		14 040	(11 677)	2 363
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(273 623)	(79 810)	(274 775)	(6 822)	(281 597)
	26	828 634	1 004 500	897 245	7 945	905 190
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	626 931		696 393	47 929	744 322

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018		Réalizations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	498 576	3 504 351		3 504 351
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations</b>					
Acquisition					
Administration générale	2	( 19 920 )	( 86 973 )	( 229 )	( 87 202 )
Sécurité publique	3	( 50 868 )	( 32 381 )	( 39 459 )	( 71 840 )
Transport	4	( 2 248 318 )	( 1 051 321 )		( 1 051 321 )
Hygiène du milieu	5	( 2 917 871 )	( 503 341 )		( 503 341 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	( 444 130 )	( 42 554 )	( )	( 42 554 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	( 5 681 107 )	( 1 716 570 )	( 39 688 )	( 1 756 258 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités d'investissement	13			15 478	15 478
<b>Affectations</b>					
Activités de fonctionnement	14	698 862	675 705	28	675 733
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	743 833			
Excédent de fonctionnement affecté	16			7 423	7 423
Réserves financières et fonds réservés	17			16 759	16 759
	18	1 442 695	675 705	24 210	699 915
	19	(4 238 412)	(1 040 865)		(1 040 865)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(3 739 836)	2 463 486		2 463 486

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>2018</u>	<u>Administration</u>	<u>2019</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé <sup>1</sup>
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 898 568	2 246 696	353 741	2 600 437
Débiteurs (note 5)	2	5 828 098	8 775 757	115 345	8 891 102
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	8 726 666	11 022 453	469 086	11 491 539
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 850 814	4 144 860		4 144 860
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	967 943	484 868	134 602	619 470
Revenus reportés (note 12)	12	473 875	414 512		414 512
Dette à long terme (note 13)	13	8 962 602	8 303 400	28 828	8 332 228
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			113 029	113 029
	15	14 255 234	13 347 640	276 459	13 624 099
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	(5 528 568)	(2 325 187)	192 627	(2 132 560)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	17	30 874 007	30 972 720	75 844	31 048 564
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	79 780	81 180	3 246	84 426
Autres actifs non financiers (note 17)	20			8 343	8 343
	21	30 953 787	31 053 900	87 433	31 141 333
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 262 607	1 096 532	72 759	1 169 291
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 293 500	1 691 162	157 496	1 848 658
Réserves financières et fonds réservés	24	671 506	749 416	42 089	791 505
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(14 040)	( )	(39 301)	(39 301)
Financement des investissements en cours	26	(3 411 040)	(947 555)		(947 555)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	25 594 606	26 139 158	47 017	26 186 175
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	25 425 219	28 728 713	280 060	29 008 773

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>Rémunération</b>	1	1 754 900	1 705 318	2 520 730	2 377 132
<b>Charges sociales</b>	2	382 120	218 995	436 495	553 474
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	2 959 230	2 783 503	2 914 352	2 690 976
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	210 020	205 959	207 008	221 122
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	18 200	22 694	38 265	50 471
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	2 402 420	2 435 451	1 395 053	1 409 815
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16				6 580
<b>Amortissement des immobilisations</b>	17	1 450 610	1 617 857	1 646 600	1 489 359
<b>Autres</b>					
-	18				
-	19				
-	20				
	21	9 177 500	8 989 777	9 158 503	8 798 929

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>10</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 (                    ) (                    )
	16
	17

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>22</b>

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE  
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10

**Excédent (déficit) de l'exercice** 11

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE  
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26		
Supportant les engagements de prêts	27		
	28		

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu****Note sur la dette à long terme****Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts****Note sur les autres revenus et les autres charges**



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

**Charges**

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

**Excédent (déficit) de l'exercice**

16

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 (                    ) (                    )
	21
Autres	22
	23

**Passifs**

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
<b>Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire</b>	31

**Note sur les autres actifs****Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 169 291	1 364 812
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 848 658	1 429 633
Réserves financières et fonds réservés	3	791 505	686 643
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	39 301 ) (	36 938 )
Financement des investissements en cours	5	(947 555)	(3 411 040)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	26 186 175	25 632 180
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	29 008 773	25 665 290
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	1 096 532	1 262 607
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	72 759	102 205
	11	1 169 291	1 364 812
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
- Équilibre budgétaire	12	350 000	350 000
- CIT -EXO- ARTM	13	559 763	442 020
- Programme FIME	14	39 361	39 361
- Camion pompier	15	250 000	
-	16		10 000
- Collecte sélective	17	225 635	255 635
- Membrane Usine	18	210 000	176 484
- Membrane usine	19	26 403	
- Évaluation	20	30 000	20 000
	21	1 691 162	1 293 500
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
- Éventualité	22	67 351	60 825
- Projets spéciaux	23	90 145	75 308
-	24		
	25	157 496	136 133
	26	1 848 658	1 429 633
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	742 677	664 767
Organismes contrôlés et partenariats	38	42 089	15 137
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	6 739	6 739
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	791 505	686 643
	48	791 505	686 643

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( 17 081 )	( 18 819 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( )	( )
Autres	52 ( 22 220 )	( 32 159 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( )	( )
	54 ( 39 301 )	( 50 978 )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( )	( )
Autres		
-	58 ( )	( )
-	59 ( )	( )
	60 ( 39 301 )	( 50 978 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( )	( )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64 ( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65 ( )	( )
Autres		
-	66 ( )	( )
-	67 ( )	( )
	68 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( )	( 14 040 )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( )	( )
Autres		
-	72 ( )	( )
-	73 ( )	( )
	74 ( )	( 14 040 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 ( 39 301 )	( 36 938 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 ( 947 555 ) (	3 411 040 )
	84 (947 555)	(3 411 040)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 31 048 564	30 939 093
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 31 048 564	30 939 093
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 31 048 564	30 939 093
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 ( 8 332 228 ) (	8 990 114 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( ) (	14 040 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 3 711 349	3 711 281
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 (241 510)	(14 040)
	98 ( 4 862 389 ) (	5 306 913 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( ) (	)
	100 ( 4 862 389 ) (	5 306 913 )
	101 26 186 175	25 632 180

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, le régime des cadres au 31 décembre 2018 et celui des employés de bureau au 31 décembre 2017.

« Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipale »

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, 2014, chap. S-2.1.1.) (« Loi RRSM »). La loi RRSM vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement aux services accumulés avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « volet antérieur ») et les services qui s'accumulent à compter du 1er janvier 2014 (ci-après le « volet courant »). Le présent rapport tient compte des ententes survenues entre les parties dans le cadre de la Loi RRSM pour les trois régimes de retraite. »

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date de la retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire, exception de 60 versements garantis au volet courant pour le régime des employés de bureau et des préposés aux communication.

7. Invalidité

Pour le régime des policiers syndiqués, il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Cadres : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSB, les rentes sont indexées selon 23,55% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.

b) Policiers syndiqués : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSB, les rentes sont indexées selon 50% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.

c) Employés de bureau et préposés aux communications : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles.

#### 9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

#### 10. Cotisations salariales

a) Policiers syndiqués: Volet courant: 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquiescement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,39% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

b) Cadres: Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquiescement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2018, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9,85% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquiescement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2017, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 10,45% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

#### 11. Cotisation patronale

Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquiescement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Se référer à la section cotisations salariales pour les pourcentages versés selon l'évaluation actuarielle. En plus de cette cotisation, l'employeur doit verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Volet antérieur : Au cours de chaque exercice financier, l'employeur verse la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (107 080)	(108 347)
Charge de l'exercice	4 ( 106 049 )	( 102 633 )
Cotisations versées par l'employeur	5 100 100	103 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(113 029)</u>	<u>(107 080)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 3 590 426	3 332 120
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( 3 741 711 )	( 3 535 355 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (151 285)	(203 235)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 38 256	96 155
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (113 029)	(107 080)
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(113 029)</u>	<u>(107 080)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 3 590 426	3 332 120
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( 3 747 711 )	( 3 535 355 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 <u>(157 285)</u>	<u>(203 235)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 160 532	152 669
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	6 538
	20 160 532	159 207
Cotisations salariales des employés	21 ( 80 192 )	( 75 333 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
	23 80 340	83 874
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 10 160	7 156
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(1 473)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>90 500</u>	<u>89 557</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 207 357	194 046
Rendement espéré des actifs	34 ( 191 808 )	( 180 970 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 15 549	13 076
Charge de l'exercice	<u>106 049</u>	<u>102 633</u>



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 193 540	130 287
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 191 808 )	( 180 970 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 1 732	(50 683)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 46 007	7 804
Prestations versées au cours de l'exercice	40 115 526	124 191
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 3 622 085	3 201 480
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 89 234	81 076
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 7 716	20 232
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	14
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,70 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,70 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

		2019		2018
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56	(                    )		(                    )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(                    )		(                    )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64	(                    )		(                    )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(                    )		(                    )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(                    )		(                    )
<b>Charge de l'exercice</b>				
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70			
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71			
	72			
Cotisations salariales des employés	73	(                    )		(                    )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	(                    )		(                    )
	75			
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76			
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79			
Variation de la provision pour moins-value	80			

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85 ( _____ )	( _____ )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( _____ )	( _____ )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

**Description des régimes et autres renseignements****Régime de la municipalité de Verchères**

Le régime offert aux employés est un régime de retraite à cotisations déterminées, l'employeur contribue à hauteur de 6%. La contribution de l'employé est de 5%. L'employeur remet une fois par mois sa contribution et celle du salarié au fiduciaire choisi par le régime de retraite.

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	60 612
	113	60 612
	65 205	60 612

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	115	

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	19
	14	19

**Description du régime**

La participation des élus est seulement pour la Régie de Police intermunicipale Richelieu St-Laurent

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	117	<u>77</u>	<u>87</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	118	260	292
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	<u>260</u>	<u>292</u>

---

**Note**

---

---

## **RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TAXES</b>				
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 370 960	5 370 960	5 238 702
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	158 226	158 226	169 129
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	5 529 186	5 529 186	5 407 831
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	579 953	579 953	560 332
Égout	11	431 809	431 809	436 133
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	617 722	617 722	601 582
Autres				
- Cours d'eau	14	31 847	31 847	55 395
- Vidages fosses septiques	15	29 525	29 525	31 720
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	29 956	29 956	29 085
Service de la dette	18	82 024	82 024	81 332
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 802 836	1 802 836	1 795 579
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 802 836	1 802 836	1 795 579
	27	7 332 022	7 332 022	7 203 410

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	362	362	202
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	362	362	202
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	10 103	10 103	10 337
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	28 220	28 220	28 784
	36	38 323	38 323	39 121
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	38 685	38 685	39 323
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42	4 598	4 598	4 993
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	4 598	4 598	4 993
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	43 283	43 283	44 316



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>TRANSFERTS</b>		<b>2019</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	53			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	10 000	10 000	9 000
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	125 550	125 550	215 620
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	220 932	220 932	1 178
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	87	8 081	8 081	6 050
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	13 200	13 200	13 400
Autres	89			
<b>Réseau d'électricité</b>	90			
	91	377 763	377 763	245 248

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	92			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	1 796 801	1 796 801	455 806
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	1 707 550	1 707 550	
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	126			42 770
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
<b>Réseau d'électricité</b>	129			
	130	3 504 351	3 504 351	498 576

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139			
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	140	3 882 114	3 882 114	743 824

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	6 431	6 431	11 279
	144	6 431	6 431	11 279
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	93 683	93 683	77 249
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	93 683	93 683	77 249
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151	8 967	8 967	7 492
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155	8 967	8 967	7 492
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	109 081	109 081	96 020

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185			
	186			
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188	2 283	37 058	32 012
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191	2 283	37 058	32 012
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192			
Enlèvement de la neige	193			
Autres	194			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202			2 700
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210	2 500	2 500	
	211	2 500	2 500	2 700
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216			
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219			
	220			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	66 386	66 386	170 279
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	4 268	4 268	53 711
Autres	223	173 963	173 963	3 512
	224	244 617	244 617	227 502
Réseau d'électricité	225			
	226	249 400	284 175	262 214
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	227	358 481	393 256	358 234

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	228	8 592	8 592	31 710
Droits de mutation immobilière	229	304 002	304 002	426 499
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231			
	232	312 594	312 594	458 209
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	233	23 201	184 325	176 366
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	234			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	235	79 294	89 709	93 548
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		1 622	1 044
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	262 287	263 061	69 238
	245	262 287	264 683	70 282
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	130 593		130 593	130 593	118 590
Greffe et application de la loi	2	66 089		66 089	66 089	72 475
Gestion financière et administrative	3	484 898		484 898	484 898	481 587
Évaluation	4	75 194		75 194	75 194	71 735
Gestion du personnel	5	9 082		9 082	9 082	8 748
Autres						
- Administratif	6	279 097	65 206	344 303	344 303	279 540
-	7					
	8	1 044 953	65 206	1 110 159	1 110 159	1 032 675
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	991 950		991 950	1 144 056	1 117 526
Sécurité incendie	10	427 525	96 450	523 975	523 975	467 915
Sécurité civile	11	25 384		25 384	25 384	8 166
Autres	12					
	13	1 444 859	96 450	1 541 309	1 693 415	1 593 607
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	381 424	365 392	746 816	746 816	688 119
Enlèvement de la neige	15	274 637	20 755	295 392	295 392	280 003
Éclairage des rues	16	19 000	18 618	37 618	37 618	40 060
Circulation et stationnement	17	7 309		7 309	7 309	580
Transport collectif						
Transport en commun	18	337 119		337 119	337 119	412 891
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 019 489	404 765	1 424 254	1 424 254	1 421 653

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
<b>Non audité</b>						
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	371 974	283 787	655 761	655 761	643 668
Réseau de distribution de l'eau potable	24	145 179	149 856	295 035	295 035	262 471
Traitement des eaux usées	25	197 697	185 198	382 895	382 895	368 136
Réseaux d'égout	26	223 497	260 288	483 785	483 785	419 020
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	187 344		187 344	187 344	215 949
Élimination	28	44 479		44 479	44 479	38 918
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	12 389		12 389	12 389	17 112
Tri et conditionnement	30	2 575		2 575	2 575	358
Matières organiques						
Collecte et transport	31	167 043		167 043	167 043	155 481
Traitement	32	156 841		156 841	156 841	112 155
Matériaux secs	33	63 870		63 870	63 870	
Autres	34					73 567
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	87 968	11 964	99 932	99 932	122 637
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	29 584		29 584	29 584	29 927
	40	1 690 440	891 093	2 581 533	2 581 533	2 459 399
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	45 115		45 115	45 115	47 266
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	27 368		27 368	27 368	10 911
	44	72 483		72 483	72 483	58 177
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	244 604		244 604	244 604	237 528
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	89 849		89 849	89 849	81 269
Tourisme	49	32 720	1 445	34 165	34 165	32 158
Autres	50	16 754		16 754	16 754	8 292
Autres	51					
	52	383 927	1 445	385 372	385 372	359 247



**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2019			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
<b>Non audité</b>						
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	60 757		60 757	60 757	59 859
Patinoires intérieures et extérieures	54	92 392	17 590	109 982	109 982	99 186
Piscines, plages et ports de plaisance	55	94 559	18 160	112 719	112 719	116 632
Parcs et terrains de jeux	56	490 548	112 065	602 613	602 613	548 529
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	312 643	1 457	314 100	314 100	351 414
	60	1 050 899	149 272	1 200 171	1 200 171	1 175 620
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	112 833		112 833	112 833	111 166
Bibliothèques	62	210 416	1 809	212 225	212 225	199 598
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	923	7 817	8 740	8 740	11 268
Autres ressources du patrimoine	64	474		474	474	92
Autres	65	111 571		111 571	111 571	104 834
	66	436 217	9 626	445 843	445 843	426 958
	67	1 487 116	158 898	1 646 014	1 646 014	1 602 578
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	205 959		205 959	207 008	221 122
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71				15 549	13 076
Autres	72	22 694		22 694	22 716	37 395
	73	228 653		228 653	245 273	271 593
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>						
	74					
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
	75	1 617 857	( 1 617 857 )			

# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Verchères

Code géographique : 59025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Autres renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
<b>Autres renseignements financiers non consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
<b>Questionnaire</b>	14

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	269 212	269 212	371 087
Usines de traitement de l'eau potable	2			1 246 645
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	234 129	234 129	1 300 140
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	789 057	789 057	1 967 448
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	(22 683)	(22 683)	137 680
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	33 315	33 315	29 812
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	40 971	40 971	30 300
Édifices communautaires et récréatifs	14	9 239	9 239	
Améliorations locatives	15		222	368 391
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		24 834	27 776
Ameublement et équipement de bureau	18	2 102	8 625	10 490
Machinerie, outillage et équipement divers	19	148 803	156 912	62 905
Terrains	20			
Autres	21	212 425	212 425	168 911
	22	1 716 570	1 756 258	5 721 585

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	269 212	269 212	371 087
Usines de traitement de l'eau potable	24			1 246 645
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	234 129	234 129	1 300 140
Autres infrastructures	27	799 689	799 689	2 134 940
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	413 540	453 228	668 773
	34	1 716 570	1 756 258	5 721 585

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 739			6 739
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 689 774		600 020	4 089 754
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	596 360	15 479	87 453	524 386
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	5 292 873	15 479	687 473	4 620 879
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 711 281	227 541	227 473	3 711 349
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 711 281	227 541	227 473	3 711 349
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	3 711 281	227 541	227 473	3 711 349
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	3 711 281	227 541	227 473	3 711 349
	19	9 004 154	243 020	914 946	8 332 228
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	( )
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	<b>22</b>	<b>9 004 154</b>	<b>243 020</b>	<b>914 946</b>	<b>8 332 228</b>

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****Administration municipale**

Dette à long terme	1	8 303 400
--------------------	---	-----------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	947 555
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	6 739
--	---	-------

Débiteurs	9	3 711 281
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	5 532 935
---	----	-----------

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
	16	480 120

Endettement net à long terme	17	6 013 055
------------------------------	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	487 026
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	35 665
---------------------------	----	--------

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	6 535 746
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	6 535 746
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018	
<b>Administration générale</b>					
	Greffe et application de la loi	1	12 777	12 777	16 932
	Évaluation	2	74 579	74 579	70 968
	Autres	3	79 766	79 766	71 212
<b>Sécurité publique</b>					
	Police	4	978 061	(62 337)	(75 091)
	Sécurité incendie	5	51 923	51 923	50 773
	Sécurité civile	6			
	Autres	7			
<b>Transport</b>					
	Réseau routier	8	13 714	13 714	6 177
	Transport collectif	9	337 119	337 119	412 198
	Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>					
	Eau et égout	11	11 860	11 860	10 735
	Matières résiduelles	12	634 541	634 541	613 540
	Cours d'eau	13	87 968	87 968	110 591
	Protection de l'environnement	14			
	Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>					
	Logement social	16	42 515	42 515	41 666
	Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	29 479	29 479	28 626
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20	57 529	57 529	28 340
	Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>					
	Activités récréatives	22	23 620	23 620	23 148
	Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>					
		24			
		25	2 435 451	1 395 053	1 409 815



---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	1 716 570	5 681 107
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	1 716 570	5 681 107

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	10,00	40,00	18 748,00	643 223	85 556	728 779
Professionnels	2						
Cols blancs	3	6,00	32,50	10 310,00	232 170	33 446	265 616
Cols bleus	4	13,00	40,00	27 495,00	562 451	76 170	638 621
Policiers	5						
Pompiers	6	3,00	40,00	6 490,00	165 708	17 706	183 414
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	32,00		63 043,00	1 603 552	212 878	1 816 430
Élus	9	7,00			101 766	6 117	107 883
	10	39,00			1 705 318	218 995	1 924 313

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
		<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	125 550	1 707 550			1 833 100
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	252 213	1 796 801			2 049 014
	17	377 763	3 504 351			3 882 114

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		2019	2018
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	36 447	41 102
	4	36 447	41 102
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6	24 900	28 080
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	24 900	28 080
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	3 727	4 210
Enlèvement de la neige	11	297	340
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	4 024	4 550
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	44 816	50 551
Réseau de distribution de l'eau potable	17	55 060	62 099
Traitement des eaux usées	18	2 972	3 346
Réseaux d'égout	19	53 230	60 047
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	5 328	6 010
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	1 280	1 442
	26	162 686	183 495
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	596	682
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	596	682
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	228 653	257 909

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>2019</b>		<b>2018</b>
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	(                    )
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	(                    )
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	(                    )
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

	<b>Rémunération (excluant charges sociales)</b>	<b>Allocation de dépenses</b>
MAIRE	42 206	21 003
MAIRE SUPPLÉANT	8 895	4 459
CONSEILLER #1	7 755	3 878
CONSEILLER #2	7 755	3 878
CONSEILLER #3	7 755	3 878
CONSEILLER #4	7 755	3 878
CONSEILLER #5	7 755	3 878
CONSEILLER #6	7 755	3 878

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 000 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

**Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	\$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	\$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input checked="" type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
MRC Marguerite d'Youville		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 <sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 <sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	



**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 \_\_\_\_\_ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 \_\_\_\_\_ \$

b) Dépenses d'investissement

42 \_\_\_\_\_ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 \_\_\_\_\_ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

45 \_\_\_\_\_

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

**OUI****NON**

46  47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 \_\_\_\_\_ 088-2011

b) Date d'adoption de la résolution

49 \_\_\_\_\_ 2011-04-04

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Verchères \_\_\_\_\_

Code géographique : 59025 \_\_\_\_\_

Type d'organisme municipal : Municipalité locale \_\_\_\_\_

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Au trésorier de la Municipalité de Verchères,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Verchères (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observation - Référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipale du Québec (chapitre C-27). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

---

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



S.E.N.C.R.L.

Par Robert Arbour CPA, auditeur CA  
Montréal le 6 juillet 2020

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

---

Revenus de taxes	1	7 332 022
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	360 125
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	29 956
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	<b>10</b>	<b>6 941 941</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	793 621 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	798 396 600
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	<b>13</b>	<b>796 008 950</b>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019**  
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14    |    | 0 | , | 8 | 7 | 2 | 1 | / 100 \$

---

# Données prévisionnelles non auditées

## pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Verchères

Code géographique : 59025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale



**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020</b>	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

**TAXES**

---

**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	5 456 300
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	151 940
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	5 608 240

---

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	604 700
Égout	11	438 500
Traitement des eaux usées	12	637 200
Matières résiduelles	13	
Autres		
- Vidange fosses septiques	14	29 400
- Cours d'eau	15	21 500
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	20 000
Service de la dette	18	74 100
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 825 400
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 825 400
	27	7 433 640

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	5 608 240
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	1 825 400
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	7 433 640

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	10 200
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	28 000
	9	38 200

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	7 471 840

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	4 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	4 500

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	7 476 340

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 642 424 525	X 5 0,6330	/100\$ 6 4 066 540				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 .....	X 8 .....	/100\$ 9 .....				
Immeubles non résidentiels	10 48 166 145	X 11 1,4500	/100\$ 12 698 409				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 .....	X 20 .....	/100\$ 21 .....				
Immeubles agricoles	22 109 218 230	X 23 0,6330	/100\$ 24 691 351				
<b>Total</b>			25 5 456 300	26 ( )	27 ( )	28	29 5 456 300
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54	55 ( )	56 ( )	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>								
<b>Taxes générales</b>								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 .....	X 5 .....	/100\$ 6 .....					
Immeubles de 6 logements ou plus	7 .....	X 8 .....	/100\$ 9 .....					
Immeubles non résidentiels	10 .....	X 11 .....	/100\$ 12 .....					
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....					
Autres	19 .....	X 20 .....	/100\$ 21 .....					
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....					
<b>Total</b>				25 .....	26 ( .....	27 ( .....	28 .....	29 .....

Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....					
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....					
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....					
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....					
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....					
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....					
<b>Total</b>				54 .....	55 ( .....	56 ( .....	57 .....	58 .....

	<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59 .....	X 60 .....	% 61 .....	62 ( .....	63 ( .....	64 .....	65 .....

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels  
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1   9   0   ,   0   0   \$
Égout	2	1   8   0   ,   0   0   \$
Eau et égout	3	,       \$
Traitement des eaux usées	4	,       \$
Matières résiduelles	5	2   4   5   ,   0   0   \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Usine de Filtration et Aqueduc	0,0189	1	
Usine d'épuration et égout	0,0013	1	
Règl. 305-2000 Bassin Dansereau	0,0535	2	
Règl. 310-2000 rue de l'Industrie	0,1119	2	
Règl. 371-2004 rue Hébert	564,4940	7	par entrée d'eau
Règl. 401-2006 rue Dulude	0,0224	2	
Règl. 399 et 405-2007 Marie-Victorin	170,2159	7	par entrée d'eau
Règl. 399-405 Cusson	819,5610	7	par entrée d'eau
Règl. 414-2008 Aqueduc A-30	0,0181	1	
Règl. 417-2008 Rg St-Joseph (109-111)	1 167,4500	7	Par entrée d'eau
Règl. 417-2008 Rg St-Joseph (159-167-171)	999,4000	7	Par entrée d'eau
Règl. 426-2008 Marie-Victorin (306-438)	146,8300	7	unité
Règl. 429-2010 Égout 599-621 Marie-Victo	0,8054	7	unité
Règl. 429-2010 Égout 613-621 Marie-Victo	738,7900	7	unité
Règl. 450 451-2010 rue Aqueduc égout	1 077,2980	4	unité
Règl. 468-2012 rues St-Alexandre et autr	401,7050	7	entrée d'eau
Règl. 483-2013 et 496-2014 rues Bussière	529,8258	7	entrée d'eau

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	7 433 640
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	393 510
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	20 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>7 020 130</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 799 808 900

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 

		0
--	--	---

 , 

8	7	7	7
---	---	---	---

 /100 \$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	698 400					691 350
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	698 400					691 350



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	4 066 550			5 456 300
De secteur	10			151 940	151 940
Autres	11				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12			74 100	74 100
Autres	13			1 731 300	1 731 300
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	4 066 550		1 957 340	7 413 640

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	628 424 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-09	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

***Non audité***

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>9 826 930 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>359 460 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>208 200 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>640 000 \$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Luc Forcier , atteste que le rapport financier consolidé de Verchères pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-07-06.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Verchères.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Verchères consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Verchères détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-06-25 15:17:42

Date de transmission au Ministère :